



Coup de chaud sur la rentrée : organisons la riposte du monde du travail !

Selon un sondage récent réalisé pour Le Monde, la colère et l'inquiétude montent en France. Première préoccupation : le pouvoir d'achat, alors que les prix à la pompe flambent et qu'il coûte de plus en plus cher de venir travailler. Depuis la rentrée, le gouvernement multiplie les annonces sur les attaques qu'il prépare, sous prétexte de réduction du déficit budgétaire. Voilà qu'il s'en prend aux retraites, sur lesquelles il voudrait économiser 6 milliards.

Actifs, privés d'emplois ou retraités : tous attaqués

Ce sont en tout 30 milliards d'euros que le gouvernement prévoit de trouver dans nos poches. Pour les retraités, il envisage de supprimer l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu, ou de ne plus indexer les pensions sur l'inflation, ou les deux ! Alors que les prix s'envolent, qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires ou du carburant. Selon l'Insee, plus de 4 millions de familles dépensent plus d'un mois de leurs revenus annuels pour faire le plein ! Mais pour le patronat, réuni lors de son université d'été, la simple idée d'augmenter les salaires provoque l'hilarité générale. De leur côté, celui de la bourgeoisie, ils pensent n'avoir pas de bile à se faire, puisque le gouvernement à leur service rivalise d'ingéniosité pour leur plaire. Dernière trouvaille : faciliter toujours plus la transmission du patrimoine pour hériter d'entreprises ou de sommes d'argent. Pendant ce temps, pour mieux faire oublier l'oppression d'une classe sociale sur une autre, les xénophobes de tout acabit cherchent à nous diviser selon nos origines et couleurs de peaux.

Une arrogance bourgeoise... qui emmène la planète droit dans le mur !

Cette soif de profit des capitalistes conduit à exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, mais aussi à détruire davantage l'environnement. Nous en avons fait les frais cet été lors des canicules à répétition. Il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, tenter de se reposer dans des logements en surchauffe, sans que les pompiers aient les moyens suffisants pour faire face aux méga-feux. Mais le gouvernement vient d'annoncer l'annulation de 157 millions d'euros de crédit

consacrés à la transition écologique et le « plan d'urgence » de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles a été réduit à 16 millions, une misère, alors qu'à la rentrée, de nombreux établissements scolaires du sud de la France ont encore dû annuler les cours l'après-midi à cause d'un pic de chaleur.

Imposer notre plan d'urgence

Il y a urgence pour le climat, urgence pour nos salaires et nos conditions de travail. Il y a aussi urgence pour l'emploi, face aux plans de licenciements qui se multiplient et au chômage qui repart à la hausse. Mais pour imposer les mesures nécessaires, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Imposer 400 euros de plus par mois, l'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix, le blocage des prix, contrôlé par les consommateurs, l'interdiction des licenciements, l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des logements, les moyens nécessaires à tous les services publics, y compris la lutte contre les incendies.

Des grèves ont déjà lieu dans des établissements scolaires contre les conditions de rentrée, dans les bus RATP, vendus par lots au privé, dans le social, etc. Mais il faudrait s'y mettre tous ensemble. Les pompiers se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents des services publics le 29 septembre. La fédération SUD-Rail appelle également à la grève le même jour, et plusieurs syndicats CGT appellent le privé à rejoindre la mobilisation. La date du 17 octobre, appelant à un retour du mouvement Gilets jaunes et à un octobre rouge, commence à faire parler d'elle et suscite une certaine inquiétude de la part du gouvernement. Faisons converger toutes nos colères pour frapper ensemble !

Une grève réussie !

Nous étions plus de 500 grévistes jeudi et vendredi et nombreux à se retrouver au piquet et en assemblée générale. Des collègues d'Ivry, de Vitry, du T9 et de Villeneuve-le-Roi réunis ! C'est une première étape pour tisser des liens et prendre confiance en notre force de travailleurs.

On a pu mettre sur la table nos revendications, et on continuera à les faire entendre !

Qui dresse qui ?

Le patron a voulu montrer qu'il faisait sa loi en tentant de mettre au pas les travailleurs par des provocations pour la plupart illégales. Ce que la justice a reconnu. Elle aussi rappelé que ce n'est pas au patron de décider de la régularité d'un préavis de grève. A force de l'encadrer par les « alarmes sociales » ou « déclaration individuelles » le patronat croyait peut-être avoir réussi à l'annuler.

Mais on n'a pas attendu cette décision pour exercer notre droit de grève et rappeler au patron que ce n'est pas lui qui fait rouler les bus.

Combattre les divisions, construire des luttes

Au sein même de l'entreprise KGPSO, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne : au tram et à Villeneuve-le-Roi les conditions sont dégradées comparé à celles de Ivry et de Vitry. Mais ce dumping social a commencé depuis des années au sein même de la RATP avec le vol de 6 jours de congés par an en 2023, et en échange d'une maigre compensation, une « augmentation » des salaires de 300 euros (qui était en fait surtout la conversion de certaines primes), réservée aux anciens et refusée aux nouveaux embauchés. C'est contre ces divisions qu'il faut se battre !

Division patronale VS solidarité ouvrière !

Des collègues d'autres dépôts et ateliers de maintenance sont venus exprimés leurs solidarités sur notre piquet : de Lagny, Montrouge, Fontenay-aux-Roses, et Thiais. Ces liens hérités des combats menés contre la direction de la RATP sont précieux pour la suite. C'est la preuve que les travailleurs ne sont pas condamnés à des luttes isolées chacun dans son dépôt ou sa filiale !



Dans le nouveau numéro de Révolutionnaires

Retrouve l'article **Grève suivie et réussie pour les travailleurs à Keolis Grand Paris Seine Orly en région parisienne.**

Ou en flashant ce QR Code

A qui le tour ?

Les bus sont toujours dans un état catastrophique, les logiciels ne permettent pas d'empêcher les bus en panne de sortir... et malgré ça, les salles de repos à Ivry et Vitry ressemblent à des files d'attente chez le médecin. D'habitude ce sont les voyageurs qui attendent leur bus. Maintenant, ce sont les conducteurs ! Quoiqu'il arrive, les kilomètres ne seront pas prioritaires sur notre sécurité.

A bas les cadences infernales

Au tram aussi, les grévistes ont décidé de leurs revendications. 5 tours, c'est trop. On n'est pas des robots. La pression à toujours plus de productivité, ça nous met en danger, et les voyageurs aussi. On ne lâchera rien

A nos gilets !

Pour la direction, la seule priorité, c'est le gilet orange. Si la couleur est un indicateur de colère, c'est le rouge qu'on devrait porter. Où le jaune, vu le coût de la vie...

On ne peut pas laisser les patrons au volant

À Bezannes, près de Reims, le patron du groupe Dewitt qui gère le réseau de bus local a foncé au volant d'un bus sur les travailleurs qui tenaient un piquet de grève devant le dépôt. Il a percuté deux salariés, une ambulancière et un conducteur, qui ont été hospitalisés. Le patron a déclaré : « Je pense que le prochain, avant de bloquer mon entreprise, il y réfléchira à deux fois. », révoltant ! On ne peut clairement pas laisser le volant aux patrons, ni celui d'un bus, ni celui des entreprises et de cette société qu'ils emmènent dans le mur.

Clermont-Ferrand : patron du public ou du privé, les travailleurs se défendent

À Clermont-Ferrand, les travailleurs du bus et du tram ont fait 9 jours de grève début septembre. La moitié des lignes n'ont pas circulé. La direction et les pouvoirs publics prévoyait de baisser le budget sur le dos des travailleurs et des usagers, alors que la fréquentation augmente et que les parcours se rallongent. Le réseau est géré par un établissement public, mais ça ne l'empêche pas d'attaquer les travailleurs comme on le voit bien à la RATP.

À Clermont-Ferrand, les travailleurs ont obtenu par leur lutte une hausse des budgets et l'annulation du gel des salaires qui était prévu pour 2026 et 2027. La direction dit toujours que les caisses sont vides mais quand on se bat ils en trouvent de l'argent.